

AGRICULTURE ET COMMERCE AGRICOLE MONDIAL

Dans le monde, plus de 850 millions de personnes souffrent de la faim. Les trois quarts d'entre elles sont des petits paysans. Cherchez l'erreur !



AUJOURD'HUI, la moitié de la population mondiale dépend de l'agriculture. Au Brésil, la proportion monte à 60%, en Inde et au Bénin à 70%, au Rwanda à près de 90%. Dans le monde, 1,3 milliard de personnes travaillent la terre pour nourrir leurs familles et alimenter les marchés locaux, nationaux et internationaux. Et pourtant, les trois quarts des personnes qui souffrent de la faim sont des petits paysans.

Pourquoi? Parce que, du fait des politiques de libéralisation imposées au niveau international, c'est l'ensemble des agricultures du monde qui se retrouvent en concurrence, malgré des différences de productivité considérables. Même si, dans les pays en développement, chaque dollar de revenu



1. C'est-à-dire qu'ils vendent à un prix inférieur aux coûts de production

TÉMOIGNAGE

Conserve de tomates au Ghana

« LA CULTURE de la tomate est une activité économique importante au Ghana, aussi bien pour l'agriculture que l'industrie. Dans les années 80 et 90, pour répondre aux conditionnalités de la Banque mondiale et du FMI, les autorités ghanéennes ont procédé à un vaste programme de privatisations, de dérégulation et de libéralisation. Des conserveries ont été vendues, ce qui a entraîné la perte de nombreux emplois, et les droits de douane à l'importation ont largement baissé. Le marché ghanéen a donc vu entrer de nombreux produits à base de tomates subventionnées provenant des pays de l'Union européenne, en particulier d'Italie. Le Ghana est devenu le principal importateur africain de tomates : ses importations sont passées de 3600 tonnes en 1991 à 24000 tonnes en 2002.

Pour faire face à la concurrence, la filière ghanéenne des concentrés de tomates souffre du manque d'infrastructures de transport, d'unités de transformation, de réfrigération et d'emballage. Du côté de la production, les agriculteurs ne bénéficient plus des programmes gouvernementaux d'appui à la filière et doivent faire face à la constante montée des prix des intrants et des outils agricoles.

Si 3 millions d'agriculteurs et commerçants sont directement menacés par cette concurrence européenne, c'est aussi l'industrialisation ghanéenne et son volet agroalimentaire qui sont fragilisés, malgré son potentiel pour le développement du Ghana et de la région. L'enjeu est de protéger une filière jouant un rôle multifonctionnel : agro-industrie, infrastructures rurales, sécurité alimentaire et revenus des paysans. »

SOURCE : Oxfam France - Agir ici

agricole génère trois dollars dans d'autres secteurs d'activités, **l'agriculture familiale ne bénéficie pas de soutiens suffisants pour améliorer sa production et commercialiser ses produits sur les marchés locaux ou régionaux.** Les conséquences de la libéralisation ont donc été désastreuses : depuis 1980, les pays en développement ont en moyenne divisé par deux leurs droits de douane. Ceci a entraîné des importations massives de produits agricoles meilleur marché, qui ont concurrencé les productions locales et ont accru la pauvreté du secteur agricole. Dans le même temps, la part des pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique dans le commerce mondial est tombée de 3 à 1,5% entre 1975 et 2000.

Non contents de disposer d'une agriculture intensive, concentrée et spécialisée, qui augmente toujours plus sa productivité, les pays développés pratiquent le dumping en subventionnant largement leurs produits à l'exportation. Au Burkina Faso, le coût de production du coton est quatre fois plus faible qu'aux Etats-Unis. Mais grâce aux subventions qu'ils reçoivent, les producteurs américains vendent sur les marchés mondiaux à seulement 35% de leur coût de production... et concurrencent le coton ouest-africain.

Qu'elle soit poussée par les institutions financières internationales ou « négociée » dans le cadre de l'OMC ou d'accords commerciaux bilatéraux, la mise en concurrence des économies par l'ouverture des marchés nationaux aboutit à une baisse tendancielle des prix agricoles mondiaux qui ne fait qu'accroître la pauvreté, dégrader la sécurité alimentaire et nuire à l'environnement. La situation est d'autant plus grave que les mécanismes multilatéraux de gestion de l'offre, qui existaient pour certaines matières agricoles tropicales, ont aussi été démantelés.

Dans ce contexte, l'agriculture paysanne, en dépit de son potentiel, ne parvient plus à être un véritable moteur pour le développement de nombreux pays. Il en découle une crise aiguë aux multiples caractéristiques : pertes d'emploi, exode rural vers des villes incapables d'absorber l'excès de main d'œuvre d'origine rurale, vagues d'émigration, accroissement de la pauvreté, destruction de l'environnement, montée de l'insécurité alimentaire...

La France doit réagir et promouvoir une véritable réforme de la Politique agricole commune. Si le soutien de l'Union européenne à son agriculture sur la base d'objectifs de développement interne est légitime, l'utilisation de ce soutien pour pratiquer des formes cachées de dumping sur les marchés mondiaux doit être dénoncée. Par ailleurs, la France doit veiller à la cohérence des politiques agricoles, commerciales, environnementales et de coopération au développement, qu'elle promeut au niveau national et européen. Enfin, les pratiques des multinationales, en particulier dans le secteur agroalimentaire, doivent être encadrées afin de ne pas porter préjudice aux paysans du monde.

POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE ET COMMERCIALE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

La campagne demande aux partis politiques de s'engager

- à défendre le droit à la souveraineté alimentaire des Etats et des ensembles régionaux, c'est-à-dire le droit à protéger leurs marchés intérieurs et à mener des politiques agricoles répondant à leurs propres objectifs de développement. Cette reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire ne doit pas être négociée contre une plus grande ouverture des marchés des pays du Sud dans les autres secteurs (industrie, services, investissements) pour lesquels le droit à la souveraineté des Etats doit également être reconnu ;
- à promouvoir la mise en œuvre de régulations du commerce agricole international au moyen de mécanismes de gestion de l'offre et des prix, notamment pour les produits agricoles tropicaux ;
- pour que la France agisse dans le sens d'un plus grand transfert et diffusion des technologies propres et viables (excluant le nucléaire, le « charbon propre » et la séquestration du carbone) ;
- à promouvoir au sein de l'Union européenne une Politique agricole commune (PAC) assurant la fin de toutes les pratiques de dumping direct ou indirect sur les marchés mondiaux.

A LIRE

- + *Agriculture : pour une régulation du commerce mondial*, Coordination SUD, décembre 2005
- + « *Commerce et développement : objectif Hong Kong* », Altermondes n°3, septembre-novembre 2005
- + *Commerce international et développement durable*, Centre International pour le commerce et le développement durable, Ricardo Melendez et Christophe Bellman, Editions Charles Leopold Mayer, 2002
- + *Commerce international : y-a-t-il une alternative au libre-échange ? Alternatives économiques*, n° 225, 2004, p. 48-54

+ *La souveraineté alimentaire à l'épreuve de la mondialisation*, Les Cahiers de la solidarité, CRID, 2004

+ *Le terrorisme alimentaire – comment les multinationales affament le tiers-monde ?*, Vandana Shiva, 2001

A CONSULTER

- + Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (Aitec) : www.reseau-ipam.org/aitec
- + Attac France : www.France.attac.org
- + Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) : www.ccfid.asso.fr

- + Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) : www.cfsi.asso.fr
- + Confédération paysanne : www.confederationpaysanne.fr
- + Coordination Sud : www.coordinationsud.org
- + Documentation française : www.ladocumentationfrancaise.fr
- + Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET) : www.gret.org
- + Oxfam France - Agir ici : www.oxfamfrance.org
- + Peuples Solidaires : www.peuples-solidaires.org